Polémique sur l’enseignement du genre dans les manuels scolaires

Le point de vue d’Adéquations

Réactualisé novembre 2011

mardi 6 septembre 2011

SOMMAIRE DU DOSSIER
- *Le point de vue d’Adéquations*
- *Les programmes scolaires incriminés*
- *Les réactions de refus*
- *Les interventions en faveur du genre*

Une polémique s’est instaurée autour de l’enseignement de "la théorie du genre" en classe de Sciences de la Vie et de la Terre, abordée par certains manuels des classes de premières ES et L suite à des instructions ministérielles de juillet 2010 sur le nouveau programme. Cette polémique témoigne des réticences, contre-sens et refus idéologiques, au sujet d’une approche encore très mal connue en France, bien que faisant l’objet de recherches et de publications depuis une trentaine d’années.

Une certaine confusion règne. Des articles dans les médias ont contribué à diffuser une idée caricaturale de l’approche de genre, en indiquant par exemple qu’il s’agit pour chacun et chacune de choisir à tout moment si il ou elle décide d’être ou de rester un homme ou une femme... Des responsables politiques ont fait des amalgames entre "théorie du genre" et pédophilie (et même zoophilie). L’approche est présentée comme uniquement d’origine américaine. C’est oublier qu’elle est résumée dans l’affirmation célèbre de Simone de Beauvoir dès 1948 : "*On ne naît pas femme, on le devient*".

Par ailleurs, il n’est pas certain non plus que la façon dont les notions de genre, de sexe, d’identité sexuelle, d’orientation sexuelle, sont "expliquées" dans les manuels concernés contribue à clarifier les choses... Parmi les ouvrages incriminés, certains considèrent l’identité sexuelle... ou même le genre comme relevant du biologique, d’autres comme du social, d’autres comme les deux à la fois... De leur côté, les instructions officielles ne mentionnent pas la "théorie du genre". Mais sont-elles vraiment claires, en demandant d’expliquer aux élèves que "*si l’identité sexuelle et les rôles sexuels dans la société avec leurs stéréotypes appartiennent à la sphère publique, l’orientation sexuelle fait partie, elle, de la sphère privée*" ?

La mobilisation de milieux politiques et religieux conservateurs contre le genre, qui n’est pas spécifique à la France, et qui est ancienne, nous donne des indications sur ce qui pose problème de façon sous-jacente. Pour l’approche de genre, au-delà du sexe anatomique donné à la naissance, les identités masculines ou féminines se construisent en fonction des rôles, des statuts sociaux, culturels, symboliques, variables selon les époques et les lieux, influencés par de multiples facteurs politiques, économiques, institutionnels, éducatifs, etc. Les "rapports sociaux de sexe" se fondent, de façon universelle, sur des inégalités au détriment des femmes.

L’approche de genre fournit des outils pour analyser, déconstruire les rapports de domination, proposer des mesures pour favoriser l’égalité des droits, lutter contre les violences et les discriminations, aider à travailler sur les stéréotypes - qui affectent les hommes comme les femmes,

etc

Cette approche sociologique a pu heurter le socle idéologique sur lequel se basent notamment les religions monothéistes : l'essentialisme, qui considère qu'il existe une "nature" féminine et une "nature" masculine immuable et innée, conférant aux femmes et aux hommes des *rôles* différents et *complémentaires*, notamment au sein de l'institution de la famille. Cette conception a, pendant des siècles, contribué à maintenir les femmes dans un état de sujétion, trouvant d'ailleurs un renfort inattendu à partir de la fin du 18ème siècle dans les milieux médicaux et "scientifiques" théorisant l'infériorité constitutionnelle féminine en matière de pensée abstraite, de création, de prise de responsabilité politique, etc. Les différences de statut des femmes et des hommes dans la société ont ainsi été "naturalisées" pour "sauver" le dogme de la supériorité masculine - dont la coexistence avec le principe d'égalité des citoyens et les droits affirmés par la Révolution devenait problématique. Remplacer la hiérarchie sociale d'origine "spirituelle" par une hiérarchie expliquée (scientifiquement) par la "nature" permettait de continuer à exclure les femmes du droit de vote et de l'exercice du pouvoir politique et économique.

Les intervenant-es hostiles à l'enseignement du genre expriment d'ailleurs un discours sacralisant "la science", le "scientifique", qui parait quelque peu daté. Apparemment pour eux, d'une part les "sciences de la vie" seraient par définition exemptes de tous présupposés, biais idéologiques, stéréotypes etc. D'autre part, les travaux et recherches en sciences humaines, dont relève l'approche de genre, ne seraient pas du domaine des sciences. Ils et elles ignorent qu'il n'y a d'ailleurs pas que les sciences humaines qui s'intéressent au genre : des recherches en neurobiologie, comme celles de Catherine Vidal, indiquent, par exemple, qu'il n'y a pas plus de différences entre un cerveau féminin et un cerveau masculin qu'entre des cerveaux de personnes du même sexe : c'est la diversité humaine qui prévaut, la plasticité et l'évolution permanente en fonction de l'environnement et des expériences vécues.

Le "genre" a ceci de particulier (comme le "développement durable") qu'il s'agit de concepts aux implications complexes, aux multiples interprétations, en recherche et en débat permanents, susceptible de récupérations... Et qu'il s'agit aussi de pratiques concrètes, mobilisables pour transformer la société, la faire évoluer. Ainsi, pour Adéquations "l'approche de genre" est une démarche d'émancipation des femmes et des hommes et un ensemble d'outils méthodologique très utiles "sur le terrain" pour favoriser l'efficacité de projets, par exemple en matière de solidarité internationale ou d'éducation non sexiste. Le centre de ressources en ligne sur l'éducation non sexiste témoigne de la richesse des pratiques et des outils disponibles. L'expérience en cours du programme pilote *Genre et économie, les femmes actrices du développement*, qui mobilise 12 ONG françaises et 40 partenaires en Afrique de l'Ouest, montre l'intérêt très pratique de cette approche. Cf. notre dossier sur l'approche de genre et "genre et développement".

Mais derrière les amalgames et les contresens faits par les pétitionnaires eux-mêmes, se cache (très peu d'ailleurs) la crainte de la confusion "des genres" et de la "promotion", auprès des jeunes, de l'homosexualité, porte ouverte à un amoindrissement de la famille "normale", socle de l'organisation sociale. Leur vision du genre se réduit à la sexualité et à la question de "l'orientation sexuelle" ; un nouveau concept surgit sous leur plume : celui de "genre sexuel", qui laisse perplexe. La crispation "identitaire" est très présente, et le terme "identité" appliqué strictement à la sphère biologique s'avére source de confusion, l'affirmation d'une "identité sexuelle" biologique "homme" ou "femme" occultant la question essentielle de la construction sociale et culturelle des identités masculines ou féminines...

L'acharnement des détracteurs du genre en France finit par surprendre les observateurs. Dans un courrier, un député « veut être assuré » par le ministre de l'Éducation que les examens de sciences de la vie et de la terre (SVT) au moment du Bac ne comporteront pas de questions liées à la "théorie

du genre"... Le ministre a lancé une mission sur les manuels scolaires, coordonnée par l'inspecteur général de l'éducation nationale en vue d'une position fin 2011 ou début 2012. Une mission parlementaire a été créée sur le contenu et les modalités d'élaboration des manuels scolaires. Elle est boycottée par les député-es SRC membres de la Commission des Affaires culturelles et de l' Éducation pour qui " il n'appartient pas aux parlementaires et plus largement au pouvoir politique d'élaborer le contenu des manuels scolaires". Le genre serait-il instrumentalisé à des fins de contrôle des manuels scolaires ? La question avait déjà été posée au sujet de thèmes sensibles comme l'histoire, la colonisation, etc.

Quoiqu'il en soit, les député-es pétitionnaires (environ 78 hommes pour 12 femmes, en raison de l'inégalité de genre à l'Assemblée nationale et dans les lieux de pouvoir et décisionnels en général) gagneraient à se former un peu sur le genre comme construction sociale des identités sexuées, d'autant que le "gender mainstreaming" (approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans toutes les politiques publiques) fait partie des engagements de la France, que c'est un des socles de la construction européenne, que la France comme la plupart des Etats a signé la Convention internationale contre l'élimination de toutes les discriminations envers les femmes (CEDEF), qui l'engage juridiquement à lutter contre les stéréotypes de genre socialement construits, à mettre en place des budgets "sensibles au genre", des indicateurs de genre, etc.

Espérons que de leur côté, le ministère de l'éducation, les éditeurs de livres scolaires s'attelleront à mieux formuler la problématique, sinon les enseignant-es pourraient se décourager, ce qui résoudra le problème par défaut. En tout cas, tout cela montre qu'informer et former sur l'approche du genre, et en débattre, répondent à un réel besoin ! Le mieux serait donc de généraliser les études de genre en milieu scolaire et de favoriser l'inter-disciplinarité des approches biologiques, historiques, sociologiques, philosophiques... Et par la même occasion de reprendre sérieusement un dossier qui évolue lentement, malgré les rapports et les recommandations officielles : l'éradication des stéréotypes sexistes encore présents dans de nombreux manuels scolaires, toutes disciplines confondues...

SOMMAIRE DU DOSSIER

- *Le point de vue d'Adéquations*
- *Les programmes scolaires incriminés*
- *Les réactions de refus*
- *Les interventions en faveur du genre*

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1702